

Programmes 2008 : en arrière toute !

Le Ministère de l'Éducation Nationale s'est lancé dans une entreprise de « réaction » sur ce que l'école doit enseigner, en commençant par la réforme des programmes de l'école primaire. Ceux du collège suivent...

Dans la bataille pour gagner l'opinion publique, le MEN ne lésine pas sur la dépense : chaque parent d'élève scolarisé en élémentaire a reçu un exemplaire des nouveaux programmes, agrémenté de réponses aux critiques les plus courantes. Une façon de contourner les critiques comme il a contourné le circuit habituel (Comité national des programmes, groupes de spécialistes, Inspection Générale, enseignants), pour confier leur rédaction à quelques obscurs « conseillers ».

Pour mieux leurrer l'opinion, il s'appuie sur une prétendue « baisse de niveau » générale. Certes, les écarts se creusent entre élèves de milieux populaires et les autres, mais trois fois moins d'élèves sortent sans qualification qu'il y a 30 ans. Les évaluations internationales vont toutes dans le même sens : les élèves français « souffrent » d'un manque de créativité, d'initiatives et d'imagination, ils savent mal innover et réinvestir. Ils éprouvent des difficultés de compréhension et d'interprétation d'un texte. Par contre, leurs réponses aux QCM témoignent d'un bon niveau de connaissances. Complexité, compréhension des noyaux conceptuels posent problème, ce à quoi les programmes 2008 tournent le dos⁽¹⁾.

Cette réforme provoque une réaction unanime des chercheurs. On n'apprend pas en allant uniquement du simple vers le complexe. Pourtant, les programmes 2008 sont construits sur un apprentissage systématique des mécanismes : il suffirait de



répéter pour apprendre ! Les réactions du monde de la recherche dans sa diversité ont été quasi unanimes : c'est une rupture dans l'histoire de l'éducation, qui bafoue 30 ans de recherches.

Une mystification dans la lutte contre l'échec scolaire

Ce choix de « réforme » est « idéologique » et veut faire croire à l'opinion publique qu'en changeant ce que les élèves apprennent à l'école, la lutte contre l'échec scolaire en sera favorisée. Nous devons rétablir la vérité : le service public d'éducation a fait progresser le niveau général de la société française, de manière significative en 40 ans. Il reste 15 % d'élèves encore en échec sur les fondamentaux. Même si c'est moins que par le passé, c'est encore insupportable. Oui, il est nécessaire d'apporter des réponses à ces élèves qui sont, dès la petite enfance, pour une grande part exclus des habitudes et des savoirs culturels que l'école véhicule. Ces élèves devraient faire l'objet au quotidien d'aide personnalisée, d'enseignants supplémentaires qui les aident à construire en classe les raisonnements, les réflexions, les méthodes qui font le succès de la majorité des élèves. Ce qui est très inquiétant, c'est que la diminution horaire de deux heures par semaine, ajoutée à l'injonction de privilégier les mécanismes, conduit de fait à limiter le temps consacré à tout ce qui aide à la compréhension du monde. Les nostalgiques du passé oublient de dire qu'avant 68, l'école publique consacrait 30 h par semaine aux élèves du primaire, et il n'y avait pas de langue vivante, ni d'informatique à enseigner.

Si ces orientations s'appliquent, dans quelques années on verra appa-

raître un système à l'américaine, avec le renvoi au privé de tout ce qui est culturel (payer à des associations privées les connaissances en histoire, en géographie, en sciences...) ou le développement d'écoles privées qui afficheront un programme complet et sélectionneront leurs élèves. C'est cohérent avec la volonté de réduire les services publics.

Au-delà du casse-tête d'organisation des heures récupérées sur le samedi matin, nous

entrons dans une logique d'externalisation de la difficulté scolaire (les solutions sont après l'école et non plus dans la classe). La logique n'est plus de réintégrer dans le collectif d'apprentissage (la classe et les coopérations qu'elle peut, qu'elle doit créer) les élèves les plus en difficulté. « A chacun selon ses possibilités »... et il faudra bien, ensuite, les réorienter ou développer, hors de l'école, le marché de l'accompagnement scolaire.

Peut-on laisser faire ?

Les programmes 2008 induisent un réel retour en arrière. Aucun gouvernement dans l'histoire de l'école publique n'avait rompu avec la dynamique de démocratisation et d'accès aux savoirs produits par la société.

Ce n'est pas une réforme comme les autres.

Se pose aux enseignants, puisque les programmes sont leur outil de travail, la question d'agir au quotidien. Beaucoup vont ruser et c'est tant mieux. Mais pour donner de la force à chacun, encore faut-il que, collectivement, les axes de résistance soient définis. En juin, nombreux voulaient afficher leur refus de mettre en œuvre ces programmes et continuer de s'appuyer sur ceux de 2002. Faire le lien avec les chercheurs, avec les formateurs d'IUFM, devient une urgence, pour donner plus de poids à la résistance indispensable.

Les parents d'élèves ont démontré qu'ils étaient disponibles pour préserver une école démocratique. Alors tous ensemble, tout devient possible. ●

DANIELLE CZAL

1) A lire, le dossier paru dans Nouveaux Regards n°42 (trimestriel de l'Institut de recherche de la FSU), le dossier critique sur les évaluations internationales.

